

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 87 (1999)

Heft: 1429

Artikel: De la petite différence au rand écart

Autor: Käppeli, Anne-Marie

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-281521>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 18.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



DE LA PETITE DIFFERENCE AU GRAND ÉCART

TEMOIGNAGE

A travers la vie et le rêve de la vie
 Il y a la promesse inouïe du ferment extrême
 Quelque part dans un espace respirant
 Une île ondule
 Ailleurs
 Il y a d'autres mots pour un autre monde.

Andrée Lacelle

A l'époque où furent publiés les ouvrages des philosophes féministes françaises et italiennes, je n'ai guère compris ce qu'impliquait «la petite différence» d'être femme.

Aujourd'hui, en réfléchissant à quelques incidents dans mon parcours de vie, je me rends compte que la fidélité à mes propres valeurs d'autonomie a été perçue, à maintes reprises, comme «désobéissance civile» et que la réplique de l'Etat ou des employeurs publics ou privés a été de l'ordre de la stigmatisation ou de l'exclusion.

Avant de comprendre les inégalités et les injustices entre femmes et hommes, je m'indignais sur les injustices économiques au niveau international. Parallèlement à mon temps d'apprentissage de commerce (1965-68), les groupes oecuméniques de jeunes nous formaient à l'éthique de la justice face au Tiers Monde. Nous faisons nôtre la résistance de la population du Mozambique qui luttait contre la construction du barrage de Carborra Bassa par Brown Boveri. Le fait de

Un lecteur de Femmes suisses raconte...

«MOTS CACHÉS»

Cette histoire se passe à Lyon, en 1914, alors que ma mère avait 18 ans et militait pour le droit de vote des femmes en France. Son rôle consistait à sonner chez les bons bourgeois de la ville et à leur tenir à peu près ce discours: «Bonjour, je viens de la part des Soeurs de... (ici le nom fantaisiste, mais plausible, d'un ordre inexistant). Je vends des savonnettes d'excellente qualité au profit de leurs orphelines méritantes.»

Ces savonnettes étaient horriblement chères, mais que ne ferait-on pas pour une telle cause... Les bourgeois l'achetaient, se hâtaient de l'étrangler, mais voyaient, sidérés, apparaître après quelques usages les mots suivants se détachant en lettres brunes sur fond clair: «La femme paye l'impôt, la femme doit voter!» Sur l'autre face, même phrase... Pas question toutefois, par souci d'économie, de jeter cette savonnette qui continuait ainsi impunément à diffuser son message.

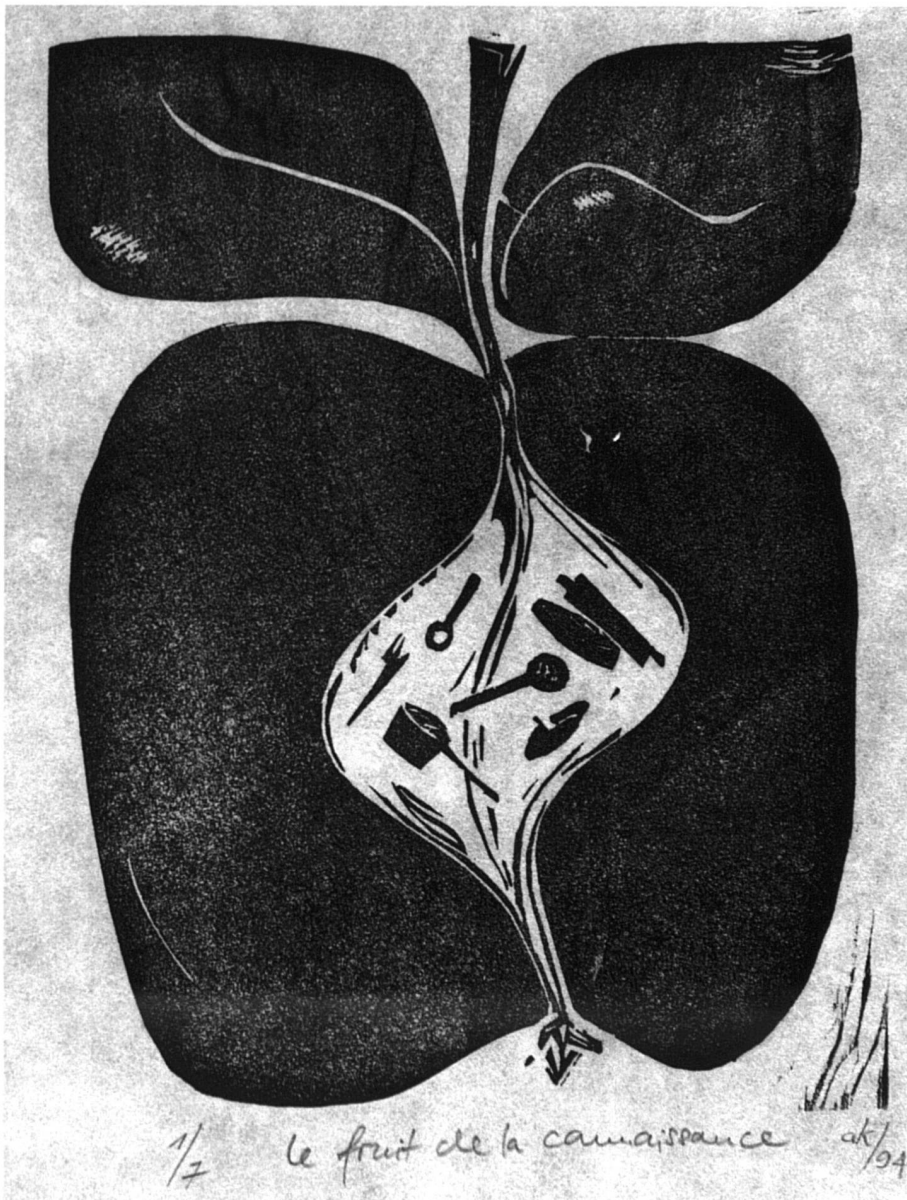
Ma très chère mère ne s'est jamais fait pincer, ni aucune de ses complices. Je ne sais si cette action féministe a hâté le cours des événements, mais je me souviens en tout cas très bien de sa première participation à un scrutin, elle avait 49 ans!

Cela dit, je pense qu'il s'agit ici moins du «courage» de ma mère que de celui des organisatrices et il faut saluer l'ingéniosité de l'atelier qui a confectionné ces savonnettes truquées!

Laurent Jospin, Neuchâtel

signer un article en faveur de la résistance populaire africaine dans un journal de jeunes m'a valu de figurer dans le fameux fichier du Ministère public de la Confédération.

Lors de mes études universitaires (1972-76), la grève des étudiant-e-s en sociologie à l'Université de Genève porta sur le maintien d'un courant philosophique et qualitatif contre une réduction à une sociologie purement quantitative. Le fait que nous nous positionnions du côté de la recherche qualitative nous fermait bien des portes sur le marché du travail.



Dans le contexte d'un travail alimentaire comme assistante administrative dans une grande ONG humanitaire à Genève (1977-79), le fait de vouloir travailler à mi-temps à cause de la maternité impliqua automatiquement une dévalorisation du poste de travail. Dans la tête du chef du personnel prédominait toujours le modèle de l'homme pourvoyeur et de la femme au salaire d'appoint. Impossible à cette époque de se faire entendre pour un partage du travail salarié et non salarié entre les femmes et les hommes. Pour les fins de mois, je n'avais d'autre choix que d'aller frapper à la porte de l'assistance publique.

Pendant les temps pionniers des études-femmes (1981-95), d'autres lectures des réalités historiques s'élaborent en marge de l'institution universitaire dans les réseaux des cher-

cheuses féministes. Du «savoir off» on ne sait quoi faire dans l'institution académique. J'ai beau avoir un doctorat de Paris et des années d'échanges de recherches avec des universitaires allemandes, le contenu et la méthodologie de ces savoirs sont trop exotiques pour l'Université de la cité de Calvin. De même qu'à l'Université de Fribourg, on préfère reproduire le modèle administratif en place pour qu'un poste de déléguée aux questions féminines cadre avec l'institution, sans entrer en matière pour créer un espace femme souhaité par les féministes. Malgré un dossier scientifique solide, ma candidature n'avait aucune chance d'aboutir car «politically not correct». Je commence à comprendre que l'autonomie de pensée du mouvement des femmes se paie avec la mise à l'écart des postes à responsabilités.

D'une expérience récente dans une ONG de formation d'adultes du canton de Fribourg, j'ai appris comment un pouvoir étatique néo-libéral tue un pouvoir associatif démocratique. Lorsqu'une femme en mouvement prend parti pour la vie – aussi la vie institutionnelle – et ne travaille pas comme un fonctionnaire, cela fait peur et on étouffe le processus de démocratisation par le licenciement.

Il me paraît important de confronter différentes expériences que les femmes ont vécues dans le monde des institutions suisses ces dernières années, comment elles se heurtent jour après jour aux structures rigides en place et à l'incapacité d'intégrer des savoirs et des modes de faire autres. L'étouffement de l'autonomie de pensée, la stigmatisation de la différence, le refus d'une réflexion institutionnelle critique tenant compte de l'apport réel des femmes et l'exclusion économique me rendent perplexes. C'est comme si un grand écart existait entre celles qui font la course à travers les institutions et se plient aux règles existantes et celles qui tentent de garder en vie la détermination de soi et l'autonomie.

Le travail de conscientisation auprès des paysans a coûté au pédagogue brésilien Paulo Freire l'exil en Suisse. Reste à savoir dans quel pays les pédagogues féministes qui sont sorties de son école pourraient trouver l'exil politique! Comment s'étonner si dans une telle conjoncture, certaines femmes préfèrent l'exil intérieur, notamment dans l'art, puisque dans la réalité il n'y a ni place institutionnelle ni base économique pour les femmes qui affirment leur différence et leur résistance dans un monde masculin globalisé.

Anne-Marie Käppeli